



CHSCT du 1er Avril 2016 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui au lendemain d'une journée de manifestations et de grèves porteuses d'espoirs.

Dans un contexte extrêmement lourd d'attaques contre le Code du Travail par le projet de loi « EL KHOMRI », d'attaques contre le statut de la Fonction Publique par le protocole PPCR (parcours professionnel Carrières et Rémunérations), on aurait tort de croire que les solutions peuvent être trouvées de manière individuelle.

Bien au contraire, ces attaques contre les salariés du privé et agents du public ne sont la conséquence que d'une seule et même politique : celle qui cherche toujours plus à affaiblir les garanties collectives aux seuls objectifs de recherche du profit.

Sans mobilisation, se succéderont mesures et lois régressives pour déliter encore plus le Code du Travail et le Statut du fonctionnaire.

En cette année 2016, la poursuite des restructurations est manifestement un axe de travail prioritaire de la Direction Générale.

Preuve en est qu'un des premiers groupes de travail du Comité Technique de Réseau (CTR), a porté sur la mise en place de « centres de services communs » dans le secteur Public Local. Ces centres de regroupement de l'essentiel des tâches des trésoreries municipales viendront mettre en cause le statut du comptable, sa responsabilité personnelle et pécuniaire et, à cours terme, l'existence des trésoreries de proximité.

C'est en ce début d'année qu'est publiée une note relative au dispositif d'accompagnement indemnitaire des agents en cas de restructurations.

Pour la CGT, ces orientations fragilisent et déshumanisent le service public.

Elle visent à la destruction de la DGFIP puis à sa liquidation pure et simple.

Cette logique purement comptable, repose sur de pseudo-gains de productivité, justifiant toujours plus de suppressions d'emplois au détriment des missions. Ce cercle « vicieux » que la DGFIP appelle « vertueux » vise la seule rentabilité comptable et la réduction des coûts.

Ces choix sont mortifères et doivent être combattus avec la plus grande détermination.

A l'ordre du jour de ce Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- Le bilan de la campagne 2014/2015 du DUERP-PAP.
- Les projets de restructurations de Longuenesse.
- La mise en place du rapprochement des SPF et de l'enregistrement sur Boulogne et Arras...
-

Force est de constater que les suppressions d'emplois, les restructurations ont des répercussions considérables sur la vie des agents.

Contraints à des charges de travail de plus en plus importantes et à des pressions et des exigences toujours plus fortes venant de certains chefs de services, les agents sont de plus en plus exposés aux risques psychosociaux.

Pour la CGT Finances publiques du Pas-De-Calais, les principales mesures sont l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, l'arrêt immédiat des restructurations, le retour à la création d'emplois à hauteur des besoins.

Le représentant de la CGT Finances Publiques

Olivier FROISSART